

## **La fabrique du candidat républicain Retour sur les primaires**

Christine ZUMELLO

**Pour les républicains, la primaire de l'élection présidentielle de 2012 devait exposer au grand jour la composition de leur parti. Comment répondre à la percée du Tea Party et au réalignement de l'électorat à l'œuvre depuis décembre 2010 ? Si les changements idéologiques ont joué un rôle, les règles mêmes de ce jeu très complexe que sont les primaires fournissent également une réponse.**

La campagne des primaires républicaines de 2012 s'est révélée longue et riche en rebondissements. Ce n'est qu'à la mi-avril – plus de trois mois après le début des primaires – que Mitt Romney a acquis une majorité claire, qui en a fait le candidat incontesté lors de la convention républicaine de Tampa (Floride) à la fin du mois d'août. On a d'abord imputé l'incertitude qui planait sur le vainqueur aux divisions au sein du Parti républicain, surtout depuis la percée de la mouvance du Tea Party aux élections de mi-mandat en 2010. La campagne de 2012 devait servir de test aux ambitions nationales du Tea Party. À cet égard, les primaires de la présidentielle pouvaient permettre à certains courants du parti – dont le Tea Party – de trouver un écho national, tout en affaiblissant un candidat plus modéré, consensuel et nécessairement moins radical.

Les primaires et les caucus<sup>1</sup> existent depuis un siècle aux États-Unis, depuis l'élection de 1912 très précisément. Ce sont des élections au niveau des États, mais dont l'importance est nationale. Une série de primaires (ou de caucus) a lieu au printemps, l'année de l'élection présidentielle, pour identifier le candidat du parti qui sera officiellement investi lors des conventions nationales des partis, qui ont traditionnellement lieu à la fin de l'été. Au cours du siècle écoulé, le lien entre le résultat des primaires ou des caucus et la nomination du candidat du parti à l'élection présidentielle a été l'objet d'intenses débats politiques et juridiques. Certains sujets ressurgissent tous les quatre ans, tels que la géographie des primaires (quel est le premier État à les tenir ?), ainsi que leurs dates et leur ordre. La géographie des primaires est une question fluctuante qui se pose de façon récurrente tous les quatre ans. Dans chaque État, les partis décident librement de la tenue d'une primaire ou d'un caucus, et si l'on observe l'évolution du nombre de primaires au cours du siècle dernier, on se rend compte que

---

<sup>1</sup> Les caucus sont des assemblées qui se réunissent généralement dans les bureaux de vote de l'État où un caucus est organisé. Il s'agit d'une assemblée formée par les militants des différents candidats à la présidence. Les rencontres se font dans une pièce commune et il existe plusieurs moyens d'exprimer ses choix, comme le système des « regroupements ». Dans ce cas, les militants des différents candidats se placent dans un coin de la salle pour former des groupes et exprimer leur décision. La compétition passe en suite à l'échelon suivant, la convention du district où, à nouveau, les choix s'expriment par divers moyens (scrutin à bulletin secret, sondages non-officiels, etc.)

leur nombre a beaucoup varié au fil du temps. Néanmoins, malgré ces variations, on peut identifier deux schémas ou cycles principaux.

Le fait que la primaire soit un passage obligé vers l'élection présidentielle pour tout candidat digne de ce nom est assez récent. Au cours du siècle dernier, on est passé de primaires conçues comme une possibilité ou un choix, à des primaires conçues comme une nécessité. De 1912 à 1968, le nombre de primaires et de caucus est passé de 12 à 19, ce qui signifie qu'au moins la moitié des 50 États *n'organisait pas* de primaire. Dans les États où, à l'inverse, des primaires ou des caucus étaient organisés, ils désignaient moins de la moitié des délégués de la convention nationale. Depuis 1968, le nombre de primaires ou de caucus n'a cessé d'augmenter et leur fonctionnement a gagné en transparence. Autre grand tournant dans l'histoire des primaires de l'élection présidentielle, l'organisation, depuis 1988, d'une primaire semi-nationale, que l'on appelle communément le « Super Tuesday » puisqu'elle se tient traditionnellement un mardi au début du printemps. En 2012, presque tous les états organisaient une primaire ou un caucus.

Dans le même temps, la question de la géographie des primaires – savoir quel État tient une élection et quel État n'en tient pas – a cédé la place à celle du calendrier du vote. Le calendrier des primaires de 2012 révèle plusieurs tendances dans les affiliations, les forces ou les faiblesses du parti sur le territoire américain. Il cristallise certains problèmes qui menacent le sens même des primaires dans le processus politique américain depuis 1912. Parmi les problèmes soulevés, il y a notamment l'ordre dans lequel les primaires sont tenues et le fait que deux « petits » États – l'Iowa et le New Hampshire – ouvrent traditionnellement la saison, ce qui concentre l'attention sur les vainqueurs de ces primaires et peut leur offrir un avantage immérité dans la campagne. Les règles qui régissent les primaires et la traduction de leurs résultats en un nombre précis de délégués à la convention nationale du parti, à la fin de l'été, sont aussi interrogées. Après la convention démocrate mouvementée de 1968 à Chicago, le parti démocrate a amorcé une série de réformes internes pour rendre le fonctionnement des primaires plus transparent, davantage ouvert aux minorités et plus démocratique. À partir de 1972, le parti a également commencé à établir des règles pour rendre les résultats des primaires plus contraignants du point de vue du nombre de délégués désignés et du vote lors de la convention. Le Parti républicain a suivi les traces du Parti démocrate. La primaire de l'élection présidentielle désigne désormais l'élection de délégués qui voteront pour un candidat à la convention nationale. Il est très important pour les candidats de bien maîtriser les règles des primaires de chaque État pour optimiser leurs chances de recueillir un maximum de délégués le plus tôt possible dans la course. Derrière les questions de personnalité ou d'idéologie souvent mises en avant, ce point technique s'est avéré décisif dans le processus de sélection de Mitt Romney comme candidat à l'élection présidentielle américaine de 2012. L'apparition de nouveaux acteurs dans la compétition, les « Super PAC », rend ce processus encore plus complexe.

### **La liste des candidats**

Au début des primaires en janvier 2012, le revers infligé au Parti démocrate lors des élections de mi-mandat l'année précédente était encore dans tous les esprits. En novembre 2010, les républicains avaient en effet remporté 7 nouveaux sièges au Sénat, tandis que 63 districts passaient dans le camp républicain à la Chambre des représentants – basculement d'une ampleur inégalée depuis 1932. Si cette percée républicaine portait un coup, au niveau national, aux démocrates et à Barack Obama, elle représentait aussi un risque de division pour le Parti républicain à la veille des primaires, alors que des groupes de sympathisants du Tea

Party, de plus en plus radicaux et virulents, accédaient à une reconnaissance nationale tout en contribuant à donner au Parti républicain une très confortable majorité à la Chambre des représentants. Les dirigeants du Parti républicain se montraient préoccupés par cette situation propice aux ruptures et aux divisions entre courants.

Début 2012, la mouvance du Tea Party était toujours extrêmement visible dans la liste des candidats. Huit candidats se présentaient au scrutin du caucus de l'Iowa (3 janvier 2012). Par ordre alphabétique, Michelle Bachmann (représentante du Minnesota depuis 1997 et militante du Tea Party), Herman Cain (PDG de Godfather Pizza et militant du Tea Party), Newt Gingrich (ancien représentant de la Géorgie, 1979-1999, et président de la Chambre des représentants, 1995-1999), John Huntsman (ancien gouverneur de l'Utah, 2005-2009, et ambassadeur en Chine, 2009-2011), Ron Paul (représentant du Texas depuis 1997 et libertarien), Rick Perry (gouverneur du Texas depuis 2000 où il a remplacé G. W. Bush), Mitt Romney (ancien gouverneur du Massachusetts, 2003-2007) et Rick Santorum (ancien sénateur de Pennsylvanie, 1995-2007).

Alors que les candidats se préparaient pour la campagne présidentielle, leur objectif immédiat était d'affronter les autres candidats républicains, sans pour autant perdre de vue l'objectif électoral d'une défaite des démocrates en novembre. Cette guerre fratricide a pu être exacerbée par les modalités de la représentation électorale aux États-Unis, au niveau local et étatique.

### **La règle du jeu**

La saison des primaires a commencé début janvier et pris officiellement fin le 26 juin 2012, avec l'Utah. Lors du « Super Tuesday » le 6 mars 2012, 10 États ont tenu des primaires (l'Alaska, la Géorgie, l'Idaho, le Massachusetts, le Dakota du Nord, l'Ohio, l'Oklahoma, le Tennessee, le Vermont et la Virginie) et ont élu un cinquième du nombre total de délégués (437 délégués sur 2286 délégués de la convention nationale).

En 2012, un candidat devait obtenir 1144 des 2286 délégués pour s'assurer l'investiture de son parti lors de la convention. Les règles sur l'attribution de délégués aux candidats doivent être validées par le Comité des règles (actuellement dirigé par John Sununu, ancien gouverneur du New Hampshire, 1983-1989) au sein du Comité national républicain. En 2012, elles relèvent de sept catégories principales, avec autant de sous-catégories : attribution de délégués non contraignante<sup>2</sup> (9 États), attribution de délégués proportionnelle<sup>3</sup> (22 États), attribution de délégués selon le système dit du « tout au vainqueur »<sup>4</sup> (12 États), attribution de délégués sur un mode proportionnel hybride<sup>5</sup> (5 États), attribution de délégués par élection directe<sup>6</sup> (4 États), attribution de délégués hybride sur le mode du « tout au vainqueur »<sup>7</sup> (1 État), attribution de délégués consultative<sup>8</sup> (1 État).

---

<sup>2</sup> « Non-contraignante » signifie que les délégués de l'État ne sont pas contraints à voter en fonction des résultats obtenus dans leur État lors de la convention nationale.

<sup>3</sup> Un candidat reçoit un nombre de délégués proportionnel au nombre de voix qu'il a reçues à la primaire.

<sup>4</sup> Le candidat qui recueille le plus de voix obtient tous les délégués.

<sup>5</sup> Certains délégués sont attribués sur une base proportionnelle et d'autres sur la base du « tout-au-vainqueur ».

<sup>6</sup> Dans ce cas, les délégués sont élus directement lors du scrutin de l'État (ou du district).

<sup>7</sup> Voir note de bas de page 5.

<sup>8</sup> Les résultats des primaires dans l'État servent de base consultative à l'élection des délégués.

Au-delà de ces règles générales, chaque État possède ses propres règles particulières pour désigner des délégués. Le New Hampshire possède une règle proportionnelle selon laquelle les 12 délégués de l'État sont attribués proportionnellement par un vote dans l'État, mais les candidats doivent obtenir au moins 10 % des voix pour obtenir des délégués. Ainsi, Mitt Romney, qui a recueilli 39,3 % des voix a reçu 8 délégués, Ron Paul avec 22,9 % des voix a reçu 3 délégués, John Huntsman avec 16,9 % des voix a reçu 1 délégué, mais Newt Gingrich et Rick Santorum, qui ont chacun obtenu 9,4 % des voix n'en ont pas reçu, car ils n'ont pas atteint le seuil des 10 %.

Si l'on prend le cas de la Géorgie, qui possède un système d'attribution proportionnel, les règles particulières sont assez différentes de celles du New Hampshire. En Géorgie, sur un total de 76 délégués, 31 sont attribués en fonction de l'ordre d'arrivée des candidats dans l'État, s'ils reçoivent plus de 20 % des suffrages ; 42 délégués sont attribués proportionnellement par le district congressionnel (3 par district), sauf si un candidat remporte la majorité des voix, auquel cas il obtient l'ensemble des 3 délégués. Les 3 délégués restants (31+42+3=76) sont des « super délégués », qui sont des dirigeants du Comité national républicain de l'État. La primaire a eu lieu le 6 mars 2012 (lors du « Super Tuesday »). Newt Gingrich a obtenu 47,2 % des voix et 52 délégués, tandis que Mitt Romney, avec 25,9 % des voix, en a obtenu 21. Rick Santorum, qui n'a rassemblé « que » 19,6 % des suffrages (inférieurs au seuil de 20 %) n'a obtenu que 3 délégués, et Ron Paul avec 6,6 % des voix n'a reçu aucun délégué.

Dernier exemple, l'Arkansas, qui donne une autre idée de la complexité de l'attribution des délégués sur la base d'une règle proportionnelle. Sur une délégation totale de 36 délégués, 21 sont attribués au niveau de l'État de la façon suivante : chaque candidat recueillant au moins 15 % des voix obtient 1 délégué, et les délégués restants sont attribués proportionnellement aux trois premiers candidats, ou sur la base du « tout au vainqueur », si un candidat obtient la majorité des voix de l'État. 12 délégués sont attribués de façon proportionnelle par le district congressionnel (3 par district) ou sur la base du « tout au vainqueur » si un candidat obtient la majorité des voix du district. 3 « super délégués » sont issus du Comité national républicain. Le jour de la primaire, le 22 mai 2012, Mitt Romney a obtenu une nette majorité avec 68,3 % des voix, et a donc remporté l'ensemble des 33 délégués de l'État (+3 « super délégués » non soumis au scrutin). Ron Paul a recueilli 13,4 % des suffrages, Rick Santorum 13,3 % et Newt Gingrich 4,9 %, ce qui les plaçait en dessous – et pour Gingrich très en dessous – de la barre des 15 %. Ils n'ont donc obtenu aucun délégué à la convention nationale.

### **L'« avantage » de l'État**

Le Comité des règles, qui fait partie du Comité national républicain (RNC), indique clairement le calendrier prévisionnel de la primaire. Les paragraphes b1 et b2 de la règle 15 stipulent que :

*b. 1 Aucun caucus, primaire ou convention visant à élire, sélectionner, attribuer ou contraindre à choisir les délégués de la convention nationale n'aura lieu avant le premier mardi du mois de mars, l'année où se tient la convention nationale. Seuls l'Iowa, le New Hampshire, la Caroline du Sud et le Nevada peuvent commencer le processus électoral à tout moment à partir du 1er février, l'année de la convention nationale, et ne sont pas soumis aux conditions imposées par le paragraphe b2 de ce règlement.*

b. 2 *Tout caucus, primaire, convention ou assemblée réunie afin de sélectionner les délégués de la convention nationale qui aurait lieu avant le premier jour d'avril, l'année où se tient la convention nationale, devra attribuer les délégués de façon proportionnelle*<sup>9</sup>.

Cette règle montre que les membres du RNC sont très préoccupés par le risque d'organiser des primaires de plus en plus tôt par rapport à l'élection présidentielle (principe appelé « front loading »). En effet, le caractère précoce de l'investiture du vainqueur de la primaire est un sujet de division au sein du parti. D'une part, une compétition resserrée en début de campagne, avec un grand nombre de scrutins sur quelques semaines qui font rapidement émerger un vainqueur, permet de limiter l'exposition des débats internes au parti et d'éventuelles divisions. Singularité de la primaire 2012, la présence du Tea Party suscitait l'inquiétude puisqu'elle pouvait donner lieu à une lutte acharnée au sein du Parti républicain, potentiellement préjudiciable à l'élection présidentielle, avec la crainte qu'un candidat plus radical ne soit pas en mesure de gagner l'élection présidentielle de novembre. D'autre part, des primaires espacées sur une plus longue période peuvent donner plus de poids aux différents États et permettre des débats plus nourris entre candidats.

Le fait que l'Iowa et le New Hampshire ouvrent traditionnellement le bal des primaires a de nouveau été discuté. Leur rôle moteur dans la campagne, qui en fait un laboratoire du parti dans la course à l'investiture, peut sembler injuste puisqu'aucun de ces deux États n'est véritablement « représentatif » du pays. Mais leur proximité avec l'électorat populaire les rend plus proches de l'idéal démocratique américain ou de ce qui peut en subsister dans les primaires<sup>10</sup>. Une décision du Comité des règles du RNC, prise lors de la convention républicaine, impose de strictes pénalités aux États qui organisent des primaires avant le dernier mardi de février, à l'exception de l'Iowa, du New Hampshire, de la Caroline du Sud et du Nevada. Cette restriction vise à éviter un scénario « à la Floride » en 2012, puisque cet État a décidé de tenir sa primaire le 31 janvier. En réponse à cette violation des règles du parti, l'État a perdu la moitié de ses 100 délégués à la convention nationale, ce qui a affaibli la délégation de la Floride à Tampa.

La question des règles qui président au choix des délégués, telle qu'elles sont établies par le RNC, interroge aussi la question fondamentale de la distribution des pouvoirs dans l'organisation des primaires, entre les États et un organe décisionnaire central tel que le RNC. La convention nationale de Tampa a été le théâtre de discussions houleuses sur les modes de sélection des délégués, tels qu'ils sont établis par le règlement, et sur l'opportunité de certains changements de règlement entre deux conventions nationales. Une modification de la règle 16 impose une application plus stricte des mécanismes qui permettent de contraindre des délégués à voter en suivant la recommandation de leur État. La règle 12, également critiquée lors de la convention, permet des changements de règlement *entre* deux conventions, et non tous les quatre ans seulement, lors de la convention nationale. Cette règle a été critiquée par certains militants de base et par des républicains plus conservateurs parce qu'elle renforcerait la centralisation du processus de décision, aux dépens de décisions plus locales, au niveau de l'État. Comme le rapporte ABC News, Sarah Palin a ainsi déclaré :

*Sans l'énergie et la sagesse des militants, le Parti républicain n'aurait pas remporté les victoires électorales historiques de 2010. C'est pourquoi le changement controversé du*

---

<sup>9</sup> Voir *The Rules of the Republican Party*; adoptées par la convention nationale de 2008 (1er septembre 2008) et amendée par le RNC le 6 août 2010.

<sup>10</sup> Voir Heather K. Gerken & Douglas B. Rand, « Creating Better Heuristics for the Presidential Primary: The Citizen Assembly », *Political Science Quarterly*, 125(2), 2010, 233-53. Et Christopher C. Hull, *Grassroots Rules: How the Iowa Caucus Helps Elect American Presidents*, Stanford: Stanford University Press, 2008.

règlement, débattu lors de la convention du RNC, est aujourd'hui si décevant. Il s'agit d'une attaque directe contre les militants de base par les dirigeants du parti et il doit être rejeté<sup>11</sup>.

Cette réaction s'explique par l'idée, solidement ancrée, que les décisions centralisées et élitistes de Washington ne sont plus en phase avec les valeurs et les croyances de « l'Amérique véritable ». La primaire républicaine de 2012 s'est avérée longue avant qu'un vainqueur n'émerge clairement. Certaines raisons structurelles expliquent cette durée, mais aussi une nouvelle source de financement, avec l'apparition des « Super PAC », qui a permis à un petit nombre de candidats de « survivre » plus longtemps dans la course.

Tout d'abord, plusieurs grands États dotés d'un nombre important de délégués ont réparti leurs élections sur l'ensemble du printemps : la Floride (50 délégués) a tenu sa primaire le 30 janvier, la Géorgie (76 délégués) lors du « Super Tuesday » le 6 mars, l'Illinois (69 délégués) le 20 mars et le Wisconsin (42 délégués) le 3 avril. Les primaires de New York (95 délégués), de Pennsylvanie (72 délégués), du Texas (155 délégués) et de la Californie (172 délégués) ont toutes eu lieu entre le 24 avril et le 5 juin, soit nettement à la fin du printemps. De plus, les premiers scrutins n'ont pas donné une image claire, mais des résultats serrés et des tendances floues. Le 3 janvier 2012, Mitt Romney a été déclaré vainqueur du caucus de l'Iowa, avec 8 voix de plus que Rick Santorum<sup>12</sup>. Mais quelques jours plus tard, le 19 janvier 2012, après le recomptage et la validation des votes, le résultat initial s'est inversé et Rick Santorum a été déclaré vainqueur de l'Iowa, avec un avantage de 34 voix sur Mitt Romney (29 839 contre 29 805 voix)<sup>13</sup>. Les deux candidats en tête se sont à nouveau inversés en Floride le 31 janvier, lorsque Mitt Romney a battu Newt Gingrich (46,4 % contre 31,9 %). Les primaires qui ont suivi ont accordé un léger avantage à Romney, qui n'était cependant pas décisif :

4 février :	Romney	Gingrich	
Nevada	50.1 %	21.1 %	
7 février :	Santorum	Romney	
Colorado	40.3%	34.9 %	
7 février :	Santorum	Paul	Romney
Minnesota	44.9%	27.1 %	16.9 %
11 février :	Romney	Paul	
Maine	39.2 %	35.1 %	
28 février :	Romney	Santorum	
Arizona	47.3 %	26.6%	
28 février :	Romney	Santorum	
Michigan	41.1 %	37.9%	

Lors du « Super Tuesday », le 6 mars, Mitt Romney a certes remporté 7 États sur 11 mais dans l'Ohio, l'un des *swing states* décisifs pour l'élection présidentielle de novembre, il n'obtenait qu'un point de plus que Santorum (38 % contre 37 %). L'Ohio est l'un des *swing states* les plus cruciaux pour le scrutin présidentiel. Sur les huit États qui pourraient basculer dans le camp démocrate ou républicain en novembre (la Virginie, la Floride, le Wisconsin, l'Iowa, le Nevada, le Colorado et le New Hampshire), l'Ohio est un atout considérable puisqu'« il a toujours correctement choisi le vainqueur de la présidentielle lors des 12

<sup>11</sup> <http://abcnews.go.com/blogs/politics/2012/08/sarah-palin-some-rnc-members-push-for-convention-floor-fight/>. Consulté le 28 août 2012.

<sup>12</sup> <http://www.nytimes.com/2012/01/04/us/politics/santorum-and-romney-fight-to-a-draw.html?pagewanted=all>

<sup>13</sup> <http://thecaucus.blogs.nytimes.com/2012/01/19/the-iowa-caucuses-will-have-no-official-winner/>

dernières élections<sup>14</sup>. » Ainsi, le 6 mars, deux mois après le début des primaires, avec un score mitigé dans l'État-clé qu'est l'Ohio, Romney avait un avantage mais celui-ci n'était pas suffisant pour lui assurer l'investiture républicaine. Il devait encore se maintenir devant Santorum un mois de plus, jusqu'au début du mois d'avril, tout en subissant un revers au Kansas le 10 mars, dans l'Alabama le 13 mars, et en Louisiane le 24 mars. Au début du mois d'avril, deux États ont définitivement fait pencher la balance en faveur de Romney. Le Maryland, que Romney a remporté largement contre Santorum (49.2 % contre 28.9 %) et surtout le Wisconsin, où il a reçu le soutien du représentant Paul Ryan, qu'il a ensuite choisi comme colistier pour la candidature républicaine à l'élection présidentielle (Romney 44.1 %, Santorum 36.9 %). Rick Santorum a ensuite annoncé qu'il arrêterait sa campagne, le 11 avril 2012.

### Les « Super PAC »

Le deuxième facteur qui a permis à deux candidats de prolonger leur présence dans la course (Newt Gingrich et Rick Santorum) relève des possibilités financières offertes par les « Super PAC ». En effet, la primaire républicaine de 2012 a ravivé la question sous-jacente du financement de la campagne. L'expression « Super PAC » est née durant la campagne des primaires. Les Super PAC sont une version 2.0. des Comités d'action politique (PAC), créés au milieu des années 1970 après l'affaire du Watergate pour plafonner les sommes qu'un particulier pouvait verser directement à une campagne politique. Avec le système des PAC, un particulier pouvait verser jusqu'à 5000 dollars par an à un PAC. On utilise le terme de « Super PAC » comme un équivalent commode aux « comités de dépenses indépendants » créés en 2010 après une décision de la Cour d'appel de Washington D. C.<sup>15</sup>, elle-même issue du jugement de la Cour suprême « *Citizens United*<sup>16</sup> ». Selon une étude récente, le 30 juin 2012, il y avait 220 Super PAC, alimentés par deux sources principales de financement, des particuliers fortunés et des entreprises à but lucratif, qui doivent régulièrement déclarer leurs dépenses auprès de la Commission de l'élection fédérale<sup>17</sup>. La campagne de Newt Gingrich a été en partie alimentée par le magnat des casinos Sheldon Anderson<sup>18</sup>, par le biais du Super PAC de Gingrich, « *Winning the Future* »<sup>19</sup>.

À cause de l'influence qu'ont eu les Super PAC depuis 2010 et lors des dernières primaires à la présidentielle, le Sénat américain a organisé des audiences pour examiner leurs effets sur la démocratie américaine<sup>20</sup>. Les experts qui s'y sont exprimés ont expliqué que l'on ne pouvait limiter la question du financement politique à la seule responsabilité de *Citizens United*. Ilyan Shapiro du Cato Institute, *think tank* conservateur, a déclaré que « l'argent de la politique est une cible mouvante qui, comme l'eau, trouve toujours à s'écouler quelque part. S'il ne va pas aux candidats, il va aux partis, et s'il ne va pas aux partis, il va à des groupes

---

<sup>14</sup> <http://elections.nytimes.com/2012/electoral-map>

<sup>15</sup> *SpeechNow.org v. FEC*, 599 F.3d 686 (D.C. Cir 2010)

<sup>16</sup> Voir *Citizens United v. Federal Election Commission*, 558 U.S. 50 (2010). Dans cette décision à 5 contre 4, la Cour suprême a jugé que, en vertu du premier amendement, le gouvernement ne pouvait limiter les dépenses politiques indépendantes des syndicats et des entreprises.

<sup>17</sup> Blair Bowie & Adam Lioz, « Million-Dollar Megaphones. Super PACs and Unlimited Outside Spending in the 2012 Elections », Demos/US PIRG Education Fund, 2012.

<sup>18</sup> James Grimaldi, « Casino Mogul Sheldon Adelson's Family is Bankrolling Gingrich Super PAC », *Washington Post*, 1er février 2012.

<sup>19</sup> [www.winningourfuture.com](http://www.winningourfuture.com)

<sup>20</sup> Sénat des États-Unis, Committee on the Judiciary, Subcommittee on the Constitution, Civil Rights and Human Rights, « Taking Back Our Democracy: Responding to Citizens United and the Rise of Super PACs », audiences, 24 juillet 2012.

indépendants ou à des particuliers qui agissent ensemble. » Selon lui, la solution n'est pas de « réduire la quantité d'argent, mais de réduire le champ de l'activité politique que l'argent tente d'influencer. Si l'on réduit la taille de l'État et ses intrusions dans la vie des gens, on pourra réduire les sommes que l'on tente de dépenser pour avoir sa part du gâteau, ou plus probablement, pour essayer de contrer des politiques publiques ruineuses. » Selon lui, pour parvenir à un système plus libre et à une meilleure démocratie, il faudrait supprimer toutes les limites aux dépenses destinées au politique et exiger la publication des sommes données et dépensées.

Dans son témoignage, Lawrence Lessig de la faculté de droit de Harvard remarque que « dans l'élection présidentielle actuelle, 0,000063 % des Américains – soit 196 citoyens – ont financé 80 % des dépenses des Super PAC. 22 Américains – c'est-à-dire 7 millièmes de 1 % — représentent 50 % de ces financements. » Ainsi, un nombre toujours plus réduit d'Américains peuvent, grâce aux Super PAC, avoir un impact direct sur le choix des personnalités politiques et, en fin de compte, sur les décisions politiques elles-mêmes. Cela contribue à la perte de confiance des Américains à l'égard du Congrès<sup>21</sup> et plus généralement de certaines institutions politiques. Pour Lessig, une solution à cette impasse politique serait de créer une « série de conventions citoyennes pour conseiller au Congrès les meilleurs moyens de réforme », afin de répondre à la question pressante, non pas du montant des sommes versées et dépensées, mais de l'origine de cet argent<sup>22</sup>. L'apparition des militants du net (*netroots*) lors de la campagne présidentielle de 2004, sous l'impulsion de Howard Dean dans le camp démocrate, qui ont acquis une reconnaissance nationale lors de la campagne démocrate de 2008, témoigne du désir que chaque citoyen, dans un certain nombre de groupes issus de la société civile, puisse s'exprimer et contribuer à une campagne électorale même par de petits dons. À l'évidence, Internet a contribué à catalyser ce désir et à en faire une réalité. En d'autres termes, le sens même de la « représentation » est en jeu, à travers la question du financement de la campagne.

### De l'importance des sujets

Face à l'afflux d'argent transmis par les Super PAC, le succès de Mitt Romney s'est accompagné d'un réalignement idéologique personnel. L'itinéraire politique du candidat républicain est, à cet égard, intéressant : de conservateur dans la course présidentielle de 2008 face au plus progressiste John McCain, il est passé à des positions plus modérées, qui lui ont valu le surnom de RINO (*Republican in Name Only* : qui n'a de républicain que le nom)<sup>23</sup>, puis a adopté une position médiane lors de la convention républicaine, où il a dû rallier des courants plus conservateurs de son parti à son programme électoral. La nomination de Paul Ryan au poste de vice-président envoyait, de ce point de vue, un message clair. Elle témoigne de l'importance que le Parti républicain veut donner, lors de la campagne présidentielle de novembre, aux dépenses fédérales jugées excessives et irresponsables opérées par l'administration démocrate. Paul Ryan, représentant du Wisconsin et porte-parole du Comité du budget à la Chambre, a publié en mars 2012 un ouvrage, *Path to Prosperity. Blueprint for America Renewal*, surnommé aujourd'hui le « projet de budget de Ryan »<sup>24</sup>. Ce plan, qui est

---

<sup>21</sup> « Selon Gallup, le taux d'approbation du Congrès n'a pas dépassé 20% depuis plus d'un an (...). Avant 2007, il n'avait été inférieur à 20% que deux fois. », *Huffington Post*, 14 août 2012, [http://www.huffingtonpost.com/2012/08/14/congress-approval-rating-all-time-low-gallup-poll\\_n\\_1777207.html](http://www.huffingtonpost.com/2012/08/14/congress-approval-rating-all-time-low-gallup-poll_n_1777207.html)

<sup>22</sup> Voir Sunlight Foundation, [www.sunlightfoundation.org](http://www.sunlightfoundation.org)

<sup>23</sup> Voir Peter Ferrara, « [RINO Romney Is the Least Electable](#) », *The American Spectator*, 11 janvier 2012,; ou « Romney is the White Obama », <http://commieblaster.com/RINO/index.html>

<sup>24</sup> [20 mars 2012](#)

désormais celui de Mitt Romney, énumère plusieurs moyens essentiels de contenir la hausse du budget et l'augmentation de la dette dans les années à venir :

*Aucun gouvernement n'est efficace sans limites. Il n'est pas étonnant que la confiance envers le gouvernement ait un niveau historiquement bas au moment même où la taille de l'État est à un niveau historiquement haut. Les Pères fondateurs ont fixé des limites à l'État parce qu'ils comprenaient les limites de son action. Selon les termes de James Madison, « si les hommes étaient des anges, on n'aurait pas besoin de gouvernement. Et si les hommes étaient gouvernés par des anges, aucun contrôle interne ou externe au gouvernement ne serait nécessaire. » Comme nous le rappelle Madison, les hommes ne sont pas des anges et l'État est « administré par des hommes pour des hommes. » [...] Ce budget est une feuille de route pour un nouveau américain. Ces réformes honnêtes visent à donner aux individus davantage de contrôle sur leur avenir. Elles démontrent une grande foi en la sagesse des Pères fondateurs et promettent de renouveler la confiance dans la supériorité de la liberté humaine. Le choix de deux avenir, présentés dans ce budget, est fondé sur la sagesse du peuple américain et sa capacité à construire un avenir prospère pour eux-mêmes comme pour les générations d'Américains à venir<sup>25</sup>. »*

David Bromwich a affirmé que, dans sa forme actuelle, le Parti républicain était un « parti dirigé par un mouvement »<sup>26</sup>, désignant par là le courant du Tea Party. La formule montre que le Parti républicain a été ébranlé par l'apparition de ce « mouvement », qui est vigoureux et sait se faire entendre, mais n'est pas forcément compatible avec une victoire à l'élection présidentielle de novembre. En choisissant Paul Ryan comme colistier, il paraît clair que la victoire de Romney aux primaires n'est pas la victoire d'un modéré sur une aile conservatrice du parti, mais plutôt que ce qui pouvait être considéré comme modéré chez Mitt Romney a évolué vers un barycentre plus à droite et plus conservateur afin de remporter l'investiture. Le choix de Ryan est une conséquence naturelle du soutien que Jim DeMint et Marco Rubio ont apporté à Romney au printemps 2012. Jim DeMint, sénateur de Caroline du Sud et dirigeant notable du Tea Party, a déclaré non sans ironie le 22 mars 2012 : « Je n'ai non seulement aucun problème avec Romney, mais je suis enthousiaste à l'idée qu'il puisse être notre candidat<sup>27</sup> », déclaration rapidement suivie du soutien de Marco Rubio. À peine une semaine après la déclaration de DeMint le 28 mars 2012, Marco Rubio annonçait : « Il est de plus en plus clair que Mitt Romney va être le candidat républicain. Nous devons nous rassembler derrière celui qui a, selon moi, gagné cette nomination, et c'est Mitt Romney<sup>28</sup>. » Marco Rubio est connu du grand public depuis les élections de mi-mandat de 2010, où il a été élu sénateur de Floride face au gouverneur sortant Charlie Crist, qui avait décidé de faire campagne en tant qu'indépendant. Dans cette lutte interne qui opposait un républicain « modéré » à un républicain « conservateur », la victoire de Rubio a profité au Tea Party. Charlie Crist a ensuite, sans surprise, déclaré le 25 août 2012 qu'il soutiendrait Barack Obama pour l'élection présidentielle<sup>29</sup>. La Floride, ravivant le traumatisme de l'élection de l'an 2000, sera à nouveau un *swing state* décisif en novembre 2012. Crist a expliqué que son soutien à Barack Obama était une réaction contre la dérive conservatrice du Parti républicain sur ce que l'on appelle désormais les « questions culturelles » — tout ce qui ne concerne pas l'économie. Il écrit ainsi :

---

<sup>25</sup> Paul Ryan, *Ibid.*, p. 7 & 9.

<sup>26</sup> David Bromwich, « The Historic Election: Four Views », *New York Review of Books*, 9 décembre 2010, pp. 56-59.

<sup>27</sup> [http://www.washingtonpost.com/blogs/the-fix/post/jim-demint-excited-about-mitt-romney/2012/03/22/gIQAA85DUS\\_blog.html](http://www.washingtonpost.com/blogs/the-fix/post/jim-demint-excited-about-mitt-romney/2012/03/22/gIQAA85DUS_blog.html)

<sup>28</sup> [http://www.washingtonpost.com/politics/marco-rubio-endorses-mitt-romney/2012/03/29/gIQAtdVijS\\_story.html](http://www.washingtonpost.com/politics/marco-rubio-endorses-mitt-romney/2012/03/29/gIQAtdVijS_story.html)

<sup>29</sup> <http://www.tampabay.com/opinion/columns/article1247631.ece>

*Alors que les républicains se réunissent à Tampa pour investir le candidat Mitt Romney, les Américains vont sans doute s'entendre raconter que le président Obama n'a pas réussi à collaborer avec leur parti ou à rétablir l'économie. Mais une frange de leur parti s'adresse tellement à l'extrême-droite sur des sujets importants pour les femmes, les immigrés, les seniors et les étudiants qu'il se montre incapable de gouverner pour le peuple. Il suffit de considérer l'amendement Akin dans le programme du Parti républicain, qui interdit l'avortement, même en cas de viol. En vérité, le Parti n'est pas parvenu à démontrer les capacités de direction ou le sérieux que les électeurs méritent<sup>30</sup>.*

Crist nous permet de souligner le réalignement à la fois géographique et progressif de la vie politique américaine, dont l'emblème est la républicanisation croissante du Sud. En effet, les États du Sud, qui ont longtemps voté démocrate, ont évolué vers un « mélange puissant d'évangélisme, de soutien au secteur militaire et d'opposition viscérale aux impôts et aux programmes sociaux<sup>31</sup> », tels que le défend l'aile conservatrice du Parti républicain, que Romney doit satisfaire. Le réalignement de l'électorat du Sud en faveur du Parti républicain remonte au moins à 1948, et s'est intensifié à partir des élections du milieu des années 1960, après la loi sur les droits civiques de Lyndon Johnson en 1964. L'électorat blanc, en particulier, a davantage eu tendance à voter en faveur des républicains à partir de cette date. Ce « réalignement laïc », pour reprendre la formule bien connue de V. O. Key, semble avoir atteint un pic et était, semble-t-il, en passe de s'inverser après les résultats de l'élection présidentielle de 2008. En 2008, les démocrates avaient remporté la Virginie, la Caroline du Nord et la Floride. Lors de l'élection de 2012, ces trois États font, entre autres, partie des *swing states* dont le vote sera décisif pour remporter l'élection, quel que soit le candidat.

## **Conclusion**

À l'observation, le processus d'investiture, tel qu'il existe aux États-Unis depuis un siècle, semble pour le moins étrange, marqué par des pratiques « injustes », comme le fait que la saison commence par de « petits » États qui s'attirent une attention imméritée, ou la longueur d'un processus qui s'étire sur plusieurs mois – à laquelle 2012 ne fit pas exception. Le système très complexe de sélection des délégués, les règles partisans qui régissent les élections dans les États et le déroulement de la convention nationale ont alimenté les conflits internes au Parti autant que l'intérêt des chercheurs.

Mais le processus d'investiture sous sa forme actuelle est aussi un bon exemple de pratique démocratique à l'oeuvre, des particularismes locaux, du débat partisan et de la participation citoyenne à la convention nationale, lors des débats qui sont survenus dans la salle. La longueur de l'investiture républicaine en 2012 n'est pas simplement due aux « mécanismes » de ce processus, mais aussi à l'apparition des Super PAC après le jugement de la Cour suprême des *Citizens United*, qui a permis d'alimenter la campagne de certains candidats au-delà de leur capacité de mobilisation.

La convention nationale a désigné le vainqueur des primaires républicaines, Mitt Romney – ce fait simple et évident contribue à consolider le système d'investiture dans sa forme actuelle et à assurer le maintien de primaires dans tous les États en 2016. Les questions qui semblent, pour le moment, avoir orienté les candidats et le programme républicains tournent autour de l'avenir de la réforme de santé de Barack Obama, des limites du modèle économique keynésien, du plafond de la dette et de la « responsabilité » fiscale, de l'abolition de la loi Dodd-Frank sur la réforme du marché financier, et d'une nouvelle série de mesures

---

<sup>30</sup> *Ibid.*

<sup>31</sup> Alec McGillis, « Is The South Too Republican for Republicans? », *The New Republic*, 12 mars 2012.

de dérégulation du secteur des services financiers, ainsi que, sans surprise, de positions contre l'avortement et le mariage homosexuel. Ce sont les questions que devront affronter les démocrates sortants dans la campagne d'après les primaires, jusqu'au 6 novembre 2012.

Publié dans [laviedesidees.fr](http://laviedesidees.fr), le 30 octobre 2012. Texte traduit de l'anglais par Barbara Turquier, avec le soutien de la Fondation Florence Gould.

© [laviedesidees.fr](http://laviedesidees.fr)